



DENIS SASSOU N'GUESSO À BANGUI

« Nous nous battons pour la libération de l'Afrique »



Denis Sassou N'Guesso passant le témoin à Faustin Archange Touadera

Succédant à son homologue centrafricain Faustin Archange Touadera à la tête de la présidence tournante de la Cémac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale), le 10 septembre, le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, a saisi cette occasion pour rappeler son serment en faveur du continent et de la sous-région : « Nous sommes engagés en politique sur le thème du panafricanisme, de la libération de l'Afrique, de l'intégration régionale et du développement, nous nous battons toujours sur ces positions », a-t-il déclaré. Médiateur de la crise ayant secoué la Centrafrique à partir de 2013, Denis Sassou N'Guesso s'est réjoui que Bangui ait retrouvé la paix et a salué son hôte pour avoir œuvré au renforcement de l'action de la Cémac, affirmant : « Le maillot que je tiens est entre les bonnes mains d'un panafricain qui en fera bon usage ».

Page 9

COOPÉRATION

La Chine réitère la suppression des droits de douane avec le Congo



L'ambassadrice An Qing animant la conférence de presse

Les République populaire de Chine et le Congo ont convenu, à travers leurs dirigeants respectifs, d'intensifier la coopération pour une communauté d'avenir partagé de haut niveau. A l'occasion d'une conférence animée hier à Brazzaville, l'ambassadrice de Chine, An Qing, a relevé que les relations, vieilles

de six décennies, entre ces deux Etats est un modèle de réussite sur le continent africain où son pays a décidé une suppression de douane, en général, et avec le Congo, en particulier, en vue d'améliorer l'environnement des affaires en développant les échanges économiques commerciaux.

Page 7

PROJET « KOTONGA »

Des kits au profit des femmes handicapées victimes de violences

L'Organisation non-gouvernementale H2O a procédé à la remise, le 11 septembre, des kits à vingt-deux femmes vivant avec un handicap, victimes de violences multiformes, en vue de rendre autonome cette catégorie de personnes évoluant dans le petit commerce. « Les kits que vous avez reçus sont une forme d'appui qui vous permettra d'être autonome dans la gestion des activités génératrices de revenus », a précisé Guy Blaise Bilombo, en sa qualité de président de l'Observatoire handicap humain (H2O)».

Page 5



La bénéficiaire recevant son kit de jeu de Baby-footAdiac

ZLECAF

Garantir l'avenir économique des PME

La Conférence des ambassades africaines a invité, le 9 septembre, à Pretoria en Afrique du Sud, les pays du continent à saisir les opportunités de la Zone de libre-échange continentale (Zlécaf) afin de dynamiser le commerce intra-africain et stimu-

ler la croissance économique. La conférence des ambassades qui rassemblait également des décideurs politiques et des leaders d'entreprises a mis en exergue l'importance cruciale de renforcer le commerce transfrontalier pour garantir l'avenir écono-

mique des petites et moyennes entreprises en Afrique.

Page 7

Editorial
Faible taux

Page 2

ÉDITORIAL

Faible taux

Dépendant essentiellement des centrales thermiques, la République du Congo maintient un faible taux d'accès à l'électricité représentant 39% en milieu urbain et à peine 1% en milieu rural. Une insuffisance énergétique qui retarde considérablement l'industrialisation du pays du fait de cette pénurie constante. Un défi que les pouvoirs publics tentent de résoudre avec le soutien multiforme des partenaires.

Mais renforcer les infrastructures, améliorer l'accès pour tous les citoyens et réduire les coupures fréquentes nécessitent de grands investissements pour relever ce défi. A ce titre, la réussite du Programme d'électrification des zones rurales (PEZor), d'un montant de près de 211 milliards FCFA, élaboré par le gouvernement, en partenariat avec le Programme des Nations unies devrait permettre de résoudre le problème.

Ce programme prévoit l'installation de 257 mini centrales solaires photovoltaïques, de dix-neuf microcentrales hydroélectriques, la réhabilitation de cinq barrages, de dix-neuf microcentrales hydroélectriques, l'implantation de 1880 lampadaires et la construction de 243 km de réseau de distribution. Cette démarche vise non seulement à électrifier plusieurs localités, mais surtout à augmenter la capacité de l'entreprise E²C qui assure le service public.

Espérons que le PEZor inaugure une nouvelle ère de l'électrification des zones rurales, d'une manière générale, et répond aux besoins énergétiques de la population congolaise sur l'ensemble du territoire national.

Les Dépêches de Brazzaville

RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

Les jeunes de Djiri sensibilisés

Depuis l'ouverture officielle de la révision des listes électorales sur l'ensemble du territoire national, la "Dynamique Jeunesse de Djiri", dirigée par Samarange Gordani Poukouo, s'est engagée dans une vaste campagne de sensibilisation pour une inscription massive des jeunes et de la population du neuvième arrondissement de Brazzaville au sens large.



Campagne de sensibilisation des jeunes de Djiri/Adiac

« Nous les appelons à s'inscrire pour que, lors des prochaines échéances électorales, ils parviennent à faire entendre leurs voix et à peser dans la prise des décisions qui engagent l'avenir de notre pays », a expliqué Samarange Gordani Poukouo. La campagne de sensibilisation de la "Dynamique Jeunesse de Djiri", qui met en exergue l'importance de l'enrôlement, se fait par le porte-à-porte, les réunions publiques, les messages diffusés sur les

réseaux sociaux. Pour la "Dynamique Jeunesse de Djiri" en cette année dédiée à la couche juvénile, les jeunes ne doivent pas être spectateurs mais plutôt acteurs du changement en participant activement à la vie démocratique du pays à travers notamment l'exercice de la citoyenneté. « Les jeunes ont donc intérêt à se mobiliser afin d'apporter leur pierre à l'édifice », a souligné le président de ladite dynamique.

Rominique Makaya

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION
Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS
Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE
Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé
Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE
Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA
Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION
Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO – MAQUETTE
Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL
Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES
Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION
Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL
Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE
Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS
Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS
Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO
Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE
Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC
Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

SIXIÈME CONGRÈS ORDINAIRE DU PCT

Des conditions pour y participer

Le secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT), Pierre Moussa, a récemment pris deux actes importants dont l'un rappelant aux membres leur devoir de s'acquitter des cotisations statutaires, extra-statutaires et de la rétrocession, et l'autre fixant les délais de paiement de ces contributions.

Le PCT avance inexorablement vers la tenue de son sixième congrès ordinaire prévu du 19 au 23 décembre prochain. Ce rendez-vous attendu de longue date permettra au parti socle de la majorité présidentielle de renouveler ses instances dirigeantes et de désigner son candidat à l'élection présidentielle de mars 2026. Dans deux directives prises le 27 août dernier, Pierre Moussa a conditionné d'une part, la participation des membres du PCT aux réunions des instances du parti, d'autre part fixé le délai de paiement de la cotisation spéciale du 6e congrès ordinaire du parti. « *Le secrétaire général rappelle à tous les dirigeants, cadres et militants que tout membre qui n'est pas à jour de ses cotisations et la rétrocession est exclu de toutes les réunions d'instances du parti : assemblées générales des co-*



mités, assemblées générales des fédérations, congrès fédéraux, conseils fédéraux, sessions du comité central et congrès na-

tional », peut-on lire dans cet acte, précisant que tout membre du parti a le devoir de s'acquitter régulièrement de ses cotisations

et de sa rétrocession. Fixant le délai de paiement de la cotisation spéciale, l'autre acte précise que dans le cadre de mobilisation des ressources pour le financement du 6e congrès ordinaire, le bureau politique a organisé une cotisation spéciale des membres du PCT dont le lancement officiel a eu lieu le 7 août 2025. « *Le délai de paiement de cette cotisation spéciale est fixé au plus tard le 15 octobre 2025* », précise le secrétaire général du PCT.

En effet, selon le calendrier relatif à la tenue de toutes ces réunions d'instances adopté par la coordination du comité préparatoire du 6e congrès, lors de sa réunion du 4 septembre, la réunion du bureau politique se tiendra du 18 au 19 octobre. La session du comité central est prévue du 25 au 26 octobre pour l'approbation des documents et la convocation formelle du congrès. Tous les co-

mités sont tenus d'organiser leurs assemblées générales du 8 au 9 novembre 2025. Les congrès fédéraux se tiendront les 13 et 14 novembre, alors que l'investiture des congressistes se fera du 2 au 18 décembre avant la tenue du congrès national du 19 au 23 décembre 2025 à Brazzaville.

Notons que le secrétaire général du PCT évoquait le 7 août, lors de la cérémonie de lancement des travaux préparatoires du congrès, le point spécifique à la cotisation spéciale, soulignant ainsi avec force que cette cotisation n'est pas une simple opération financière. Il s'agit « *d'un acte militant, l'expression concrète de l'attachement du militant au parti et à ses idéaux.* » A travers ces directives, Pierre Moussa voudrait en appeler au sens du devoir des militants pour la réussite effective du congrès national.

Parfait Wilfried Douniama

INTERVIEW

Rodrigue Malanda-Samba : «...Bâtir une République du Congo où tous les enfants se parlent et aspirent à construire une nation harmonieuse»

La Rencontre citoyenne de la diaspora, qui se tiendra le 13 septembre à Paris, suscite plusieurs interrogations de la part des Congolais, que ce soit à Paris ou à Brazzaville. Rodrigue Malanda-Samba, conseiller et chef de département Politique du président de la République, apporte des explications.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Les Congolais de France sont structurés entre autres dans des associations telles que le Réseau international des Congolais de l'extérieur (Rice), le Conseil supérieur des Congolais de l'étranger (HCRCE) ou l'Association développement relations Nord-Sud (ADRNS). Comment comprendre que l'initiative d'une rencontre citoyenne vienne de Brazzaville alors que vous ne faites pas partie non plus du département des Congolais à l'étranger ?

Rodrigue Malanda-Samba (R.M-S) : Nous sommes dans la logique de la dynamique de rassemblement où les enfants d'un même pays se doivent de se parler où qu'ils se trouvent. La connexion entre nous ne doit pas se résumer via les écrans de nos ordinateurs ou de nos téléphones. A un moment donné, sous l'agora, nous nous retrouvons pour passer en revue les tenants et les aboutissants de notre vivre-ensemble. Et cette initiative peut émaner de la société civile ou de la part de nos gouvernants. En

ce qui concerne l'initiative de la rencontre citoyenne de Paris, elle est la résultante d'une demande de plusieurs membres de la diaspora qui souhaitent échanger avec le conseiller du président de la République, chef de département Politique, lui-même ancien membre de la diaspora, sur des questions d'intérêt national. Toujours à leur demande, nous avons déjà eu une première rencontre le 18 mai dernier à Paris. Cette fois-ci, nous sommes dans la suite logique d'une rencontre réussie, élargie en conséquence à un nombre plus important de compatriotes de la diaspora. Je vous rappelle au passage que les affaires étrangères sont l'un des domaines réservés du président de la République et que son conseiller politique bénéficie de pouvoirs élargis en sa qualité de conseiller numéro 1.

L.D.B. : Que vise votre stratégie de mobilisation de la diaspora à partir de Paris ?

R.M-S. : Paris, c'est à dire la France, selon le décompte connu à ce jour, est le pays où nous comptons le plus important nombre de Congolais vivant

à l'étranger. La France détient en son sein un échantillon de différentes couches de notre population. Venir sur place dénote de la volonté à la fois politique et sociale de garder les attaches avec un pan important d'une population congolaise. Les consultations et échanges entre pouvoirs publics et populations font partie du fonctionnement normal des institutions. A notre niveau, nous souhaitons simplement discuter sereinement avec notre diaspora des questions d'intérêts communs. De ces échanges découlera sûrement l'actualisation de ce que nous devons entreprendre ensemble.

L.D.B. : À l'issue de cette rencontre, aurez-vous réussi à améliorer les relations entre le gouvernement et sa diaspora ?

R.M-S : Très souvent, à tort ou à raison, une certaine méfiance existe entre les Congolais de l'étranger et les institutions de la République. L'espace d'une rencontre, nous n'aurons peut-être pas le temps nécessaire et matériel d'apporter les réponses escomptées. Mais en tout cas, nous



espérons que, dans l'intérêt partagé des populations vivant sur le territoire national et de ceux qui vivent à l'étranger, nous puissions être en mesure de dissiper certains malentendus. Par exemple, nos compatriotes sont-ils au courant de dispositifs mis en place pour mener à bien leurs projets ? Sont-ils au courant des efforts du gouvernement de les compter dans le processus du codéveloppement

? Et, du côté du gouvernement, prend-il en compte le désir ardent et la volonté de ses compatriotes à prétendre au retour dans leur pays d'origine ? Vivement ce dialogue entre nous les Congolais pour bâtir une République du Congo où tous les enfants se parlent et aspirent à construire une nation harmonieuse.

Propos recueillis par Marie Alfred Ngoma



— VISITEZ LE — MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

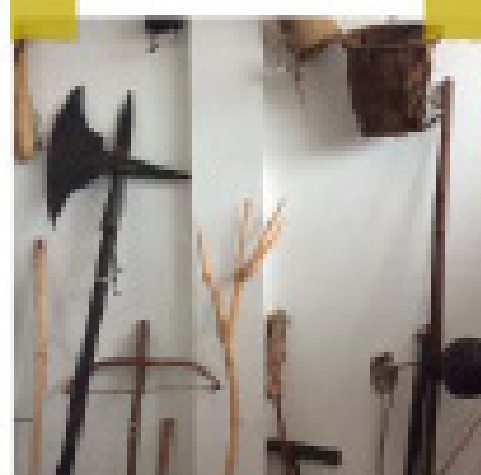
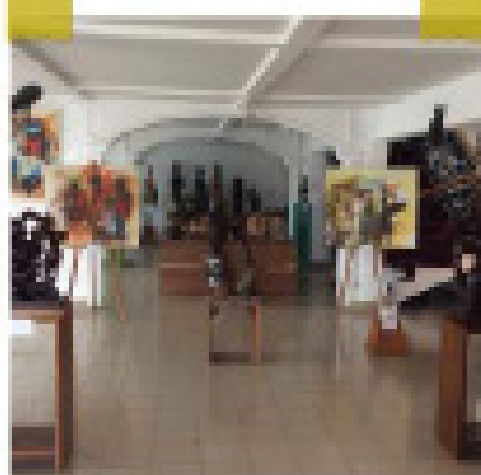
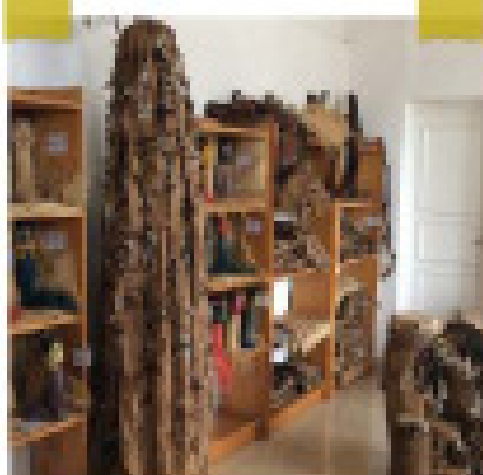
L'ART
dans toutes ses
expressions de la
TRADITION
MODERNITÉ

**Expositions
et projections :**

- ☒ Sculptures
- ☒ Peintures
- ☒ Céramiques
- ☒ Musique

**Horaires
d'ouvertures :**

Du Lundi au
Vendredi : **9H-17H**
Samedi : **9H-13H**



**Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo**

PROJET « KOTONGA »

Des kits au profit des femmes handicapées victimes des violences

L'organisation non gouvernementale dénommée « Observatoire handicap humanité (H20) », que dirige Emmanuel Bati, a remis, ce 11 septembre, à Brazzaville des kits aux femmes vivant avec handicap de toute catégorie, en vue de rendre autonome cette catégorie de personnes évoluant dans le petit commerce.

Au total vingt-deux femmes ont été les bénéficiaires de la 2e cohorte du Projet « Kotonga », en français « construire », projet financé par l'ambassade de France au Congo. Cette promotion est baptisée « Maman Bibiane Itoua », l'administrateur-maire de Mfilou, septième arrondissement de Brazzaville.

Les kits reçus sont composés de jeux de baby-foot, congélateurs, machines à coudre, des ballots de friperie, produits d'alimentation, de four traditionnel, les sacs de farine de manioc et bien d'autres. L'objectif est de rendre les jeunes filles-mères et femmes handicapées victimes des violences multiformes autonomes en exerçant des activités génératrices de revenus.

Peu avant la remise du don, la représentante des jeunes de H20, Annelle Mercia Ngondzi Matondo, a remercié l'ambassade de France au Congo pour avoir contribué à l'amélioration du pouvoir d'achat et économique des jeunes filles-mères et femmes handicapées longtemps discriminées.



La bénéficiaire recevant son kit de jeu de Baby-footAdiac

D'après elle, l'Ong H20 préconise la diversification de l'économie de l'institution par l'installation du groupement d'intérêt économique dénommé « Meya », mis en place en juin 2025, et reconnu officiellement par la mairie de Mfilou.

La cheffe de la Circonscription d'action sociale, Ida Yann Paka Missié, a, quant

à elle, présenté l'enquête réalisée sur l'évaluation des projets portés par des bénéficiaires. A propos, 40 projets validés dont la première cohorte compte 22 fiches projets des jeunes filles-mères et femmes handicapées.

Deux fiches ont été rejetées, 12 redimensionnées et validées après une semaine. Huit fiches ont obtenu la

note située entre 32/50 et 50/50 soit 20 fiches projets validées. Aujourd'hui, vingt-deux fiches évaluées et 22 fiches projets validées, soit 42 projets sont validés et autorisés par le comité de suivi et d'évaluation.

Les bénéficiaires ont été choisies selon les critères suivants : la pertinence, la cohérence, la faisabilité, la

viabilité et l'efficacité.

Par ailleurs, elle a déploré la main tendue des bénéficiaires pour des mêmes aides auprès de diverses structures comme les organisations non gouvernementales, les circonscriptions d'actions sociales et les mairies.

De son côté, le président du conseil d'administration, Guy Blaise Bilombo, a invité à cette occasion les récipiendaires à avoir confiance à l'organisation. Il les a exhortés à ouvrir des comptes épargnes pour une véritable autonomie car elles sont des cheffes de famille. « Les kits que vous avez reçus ne sont pas des cadeaux mais un moyen de libération pour l'autonomie par la gestion des activités génératrices de revenus », a-t-il déclaré.

Au terme de la cérémonie, la bénéficiaire Junelia Tchikoukou, élève en classe de 3e, spécialiste de livraison des gâteaux dans les établissements scolaires, s'est réjouie d'avoir reçu un four traditionnel qui lui permettra d'augmenter sa marchandise.

Lydie Gisèle Oko

GHANA – ÉTATS-UNIS

Un accord migratoire sous pression diplomatique et économique

Accra accepte l'accueil de migrants ouest-africains expulsés des États-Unis, au risque d'attiser les tensions régionales et de fragiliser ses équilibres socio-économiques.

Le Ghana a accepté, sur demande de Washington, d'accueillir des ressortissants d'Afrique de l'Ouest expulsés des États-Unis, ouvrant ainsi un précédent diplomatique sensible. Si la libre circulation au sein de la Cédéao justifie techniquement cette décision, elle révèle surtout un déséquilibre croissant dans les relations entre Accra et Washington, sur fond de pressions commerciales et migratoires. L'administration américaine, fidèle à sa doctrine de fermeté migratoire, externalise de plus en plus ses expulsions vers des pays tiers.

Après le Panama, le Salvador ou le Soudan du Sud, c'est désormais l'Afrique de l'Ouest qui est concernée, avec 41 886 personnes visées sur le continent. Le Ghana devient le point d'entrée de cette politique, au moment même où les États-Unis augmentent les droits de douane sur les produits ghanéens et limitent l'accès aux visas pour ses citoyens. En acceptant ce deal, Accra tente sans doute d'éviter une détérioration plus sévère de ses relations bilatérales, déjà décrites comme « tendues » par le président Mahama. Sur le plan géopolitique, l'accord isole

diplomatiquement le Ghana dans l'espace ouest-africain. Le Nigeria, puissance régionale, a explicitement refusé de jouer le jeu de Washington, dénonçant une pression excessive sur les États africains. À cela s'ajoutent des tensions communautaires internes : des manifestations anti-nigérianes ont éclaté à Accra, alimentées par des perceptions de concurrence économique et de criminalité. L'arrivée de migrants d'autres nationalités pourrait amplifier ces crispations.

Sur le plan géoéconomique, cet alignement partiel sur la

stratégie américaine pourrait se traduire par une perte d'autonomie stratégique. Le Ghana évoque déjà la nécessité de réorienter ses exportations vers la Chine, signe d'un réalignment commercial en réponse à la pression américaine. Si l'accord peut apparaître comme une concession diplomatique tactique, il expose le Ghana à des risques internes et régionaux. L'enjeu, pour Accra, sera de gérer ces flux migratoires dans un contexte d'hostilité latente, tout en négociant habilement une diversification de ses partenariats stratégiques.

Noël Ndong

11^e ÉDITION RIA RENCONTRE INTERNATIONALE D'ART CONTEMPORAIN B R A Z Z A V I L L E

LES ATELIERS
SAHM
POUR L'ART CONTEMPORAIN

PATRIMOINE AFRICAIN, TÉMOIN DU PASSÉ OU RICHESSE DURABLE POUR DEMAIN ?

**DU 08
AU 28
SEPTEMBRE 2025**

**DÉBATS D'IDÉES, SPECTACLES,
PROJECTIONS, EXPOSITION,
WORKSHOPS, DANSE, CINÉMA,
PEINTURE, PHOTO/VIDÉO,
PERFORMANCE, CRITIQUE D'ART...**

LES ATELIERS SAHM

168 - 170 RUE ALEXANDRY
MPISSA / BACONGO

+242 06 487 67 96

MBANU FATUMA BRIDA / MBOTÉ YALIKASU



SUPPRESSION DES DROITS DE DOUANE AU CONGO

La Chine réitère la mise en œuvre du projet

Suite à la récente visite officielle du président de la République Denis Sassou N'Guesso en Chine, l'ambassadrice de la République populaire de Chine au Congo, Mme An Qing, a animé, le 11 septembre, à Brazzaville une conférence de presse sur la coopération sino-congolaise.

Au cours des échanges, l'ambassadrice de Chine a rappelé la solidité des relations d'amitié et de coopération entre les deux pays, ainsi que les différents projets à réaliser dans un proche avenir. Répondant aux questions des journalistes sur les perspectives de la coopération entre la Chine et le Congo, l'ambassadrice a évoqué le projet du traitement de tarif douanier zéro, et a expliqué son avantage pour le Congo.

Selon elle, la Chine reste le premier partenaire commercial, le premier marché d'exportation, ainsi que « la source majeure d'investissement ». « Les échanges économiques et commerciaux entre les deux pays sont très fréquents. L'année dernière, l'excédent commercial du Congo avec la Chine a atteint 2,7 milliards de dollars », a indiqué la diplomate.

Le traitement de tarif douanier zéro contribuera, a-t-elle poursuivi, à « améliorer davantage l'environnement des affaires du Congo, à attirer les investisseurs étrangers, et à promouvoir la modernisation de l'industrie et de l'agriculture locale. Elle permettra aussi d'enrichir progressivement la gamme des produits d'exportation et d'augmenter continuellement le volume des exportations. Il s'agit d'une initiative à long terme visant à renforcer la base du développement ».



L'ambassadrice animant la conférence de presse/Adiac

Rappelons que la suppression immédiate de tous les droits de douane sur les exportations provenant de cinquante-trois pays africains avait été annoncée en juin dernier, à l'issue de la réunion des coordinateurs du Forum sur la coopération sino-africaine (Focac). « Depuis l'annonce de cette nouvelle mesure, de nombreuses entreprises chinoises ont déjà pris contact pour se renseigner et ont exprimé leur volonté d'investir au Congo », a précisé l'ambassadrice. Au-delà du traitement de tarif douanier zéro, elle a assuré que « la coopération pragmatique » entre les deux pays connaît également « de nombreux points forts ».

Par ailleurs, l'ambassadrice a cité plusieurs autres projets en cours de réalisation et a assuré que la phase 3 du projet de couverture nationale en télécommunication, par exemple, est sur le point d'être achevée. « Nous pou-

vons remarquer que dans les rues de Brazzaville, comme dans d'autres villes du pays, des tours de communication ont été installées, et de plus en plus de gens bénéficient ainsi des services d'internet plus stable et plus rapide ». Outre les grands projets d'infrastructures, la diplomate a expliqué que la Chine a également initié plusieurs projets sociaux, entre autres, la réhabilitation de la voirie autour de l'hôpital sino-congolaise lancée récemment.

2026, année sino-africaine des échanges humain et culturel

Pour renforcer les échanges humains avec le Congo et développer leur coopération dans divers domaines, l'ambassadrice de Chine a annoncé que l'année 2026 sera « l'année sino-africaine des échanges humain et culturel ». « La partie chinoise souhaite saisir cette occasion

pour renforcer les échanges humains à tous les niveaux avec le Congo et développer davantage leur coopération dans les domaines culturel, éducatif et artistique. En ce moment, plusieurs activités sont en train d'être préparées activement », a-t-elle dit.

« Les relations sino-congolaises ont toujours été à l'avantage de la coopération sino-africaine. Le Congo fait partie des premiers pays à avoir établi le partenariat stratégique avec la Chine. En 2016, les relations bilatérales ont été portées au niveau de partenariat de coopération stratégique globale. C'est le premier partenariat de ce type que la Chine a noué avec un pays francophone d'Afrique. En 2013, le Congo a été l'une des destinations de la première visite à l'étranger du président Xi Jinping », a rappelé Mme An Qing.

Sur la question de Taiwan, l'ambassadrice a indiqué

qu'elle « constitue une affaire purement et simplement intérieure de la Chine ». De ce fait, aucune ingérence extérieure ne sera tolérée, a-t-elle indiqué. « Lors de la rencontre entre Xi Jinping et Denis Sassou N'Guesso, le chef de l'Etat congolais a réaffirmé que le Congo est fermement attaché aux principes d'une seule Chine. La partie chinoise a remercié la partie congolaise pour son soutien inlassable à la position juste de la Chine », a rappelé l'ambassadrice.

Signalons qu'au cours de la conférence de presse, l'ambassadrice a évoqué les moments forts de la visite officielle du président Denis Sassou N'Guesso effectuée récemment en Chine, à l'occasion de la commémoration du 80e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Un film retraçant les différentes activités a été projeté à cette occasion.

Yvette Reine Boro Nzaba

ZLECAF

L'appel à dynamiser le commerce intra-africain

L'union des forces africaines est essentielle pour stimuler le commerce transfrontalier et favoriser le développement économique. C'est le principal objectif qui a été souligné lors de la Conférence des ambassades africaines, organisée les 8 et 9 septembre à Pretoria, en Afrique du Sud, centrée sur les opportunités et défis du commerce intra-africain.

La conférence des ambassades a rassemblé à Pretoria des décideurs politiques et des leaders d'entreprises. Cet événement a mis en exergue l'importance cruciale de renforcer le commerce transfrontalier pour garantir l'avenir économique des petites et moyennes entreprises (PME) en Afrique, dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale (Zlécaf). Les participants ont insisté sur le soutien aux PME, à travers la simplification des réglementations qu'elles doivent souvent contourner. La

vice-ministre du Développement des petites entreprises en Afrique du Sud, Jane Sithole, a souligné la nécessité d'un soutien accru pour les petites entreprises. Elle a rappelé que ces entreprises, bien qu'elles soient petites, jouent un rôle fondamental en employant des millions de personnes et en générant des opportunités là où elles manquent.

La conférence a également appelé au renforcement des capacités et des investissements. À ce sujet, les participants ont convenu qu'il est vital pour les pays africains de travailler

ensemble pour stimuler la croissance économique. Cela implique le renforcement des capacités des PME, ainsi que la promotion d'un environnement propice aux investissements. Concernant la collaboration et le partenariat entre États, Ali Ndah Abu, conseiller commercial au Haut-Commissariat du Nigéria, a prôné une approche collaborative, insistant sur le fait que les pays africains devraient se considérer comme partenaires plutôt que comme concurrents. « Travailler ensemble est la clé pour réaliser l'agenda

2063 et mettre en œuvre le traité d'Abuja », a-t-il lancé.

D'autres analystes présents ont réaffirmé que la Zlécaf représente une opportunité inestimable pour renforcer les échanges commerciaux au sein de l'Afrique, étant donné qu'elle couvre un marché avec un PIB combiné de plus de 3 000 milliards de dollars. La conférence a donc servi de plateforme pour définir des stratégies destinées à exploiter ce potentiel et à favoriser un commerce intra-africain dynamique et durable.

Fiacre Kombo

AFRIQUE CENTRALE

Accélérer la mise en œuvre des réformes économiques prioritaires

Réunis le 10 septembre à Bangui, en République centrafricaine, les chefs d'Etat des pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) ont pris plusieurs mesures, dont celle visant à accélérer la mise en œuvre des réformes économiques prioritaires prévues dans la troisième phase du PREF-Cémac.

Placée sur le thème : « Une volonté politique commune clairement assumée au service des peuples de l'Afrique centrale », la 16e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat de la Cémac a permis aux participants de suivre des communications des présidents de la République du Congo et de la République de Guinée équatoriale, ainsi que des présentations des rapports par les responsables des institutions et organes communautaires. La conférence a, par exemple, suivi la communication spéciale du président dédié du Programme des réformes économiques et financières de la Cémac (PREF-Cémac), Denis Sassou N'Gusso, sur l'état d'avancement de la deuxième génération du programme ainsi que des mesures additionnelles de relance économique adoptées lors de sa session extraordinaire de Yaoundé en décembre 2024.

Le président de la République du Congo a, en effet, invité les Etats membres à accélérer les réformes structurelles pour tirer pleinement profit du potentiel de croissance et à approfondir l'intégration physique et commerciale de la Cémac. « La conférence l'a félicité pour la qualité de travail accompli ainsi que pour les progrès enregistrés dans l'exécution dudit programme dont les résultats positifs contribuent au redressement progressif des économies de la Cémac. Elle l'a invité à bien vouloir accélérer la mise en œuvre des réformes économiques prioritaires prévues dans la troisième phase du PREF-Cémac pour opérer une réelle transformation structurelle vers l'industrialisation des économies et renforcer le cadre macroéconomique de la sous-région », souligne le



La photo de famille/Presse présidentielle

communiqué final des travaux.

Accélérer le processus de réalisation d'un audit global des institutions

Reconduit en qualité de président dédié du Programme d'amélioration du fonctionnement des institutions de la Cémac (Prafi-Cémac), le président équato-guinéen, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, a réaffirmé son engagement à veiller personnellement à la pleine réussite de son nouveau mandat pour écrire un autre chapitre de processus d'intégration de la Cémac. Il a, dans sa communication, informé les chefs d'Etat de l'organisation des structures mises en place pour garantir la réussite du Prafi-Cémac. D'après lui, le processus participatif et l'approche consensuelle imprimés dans les démarches de Prafi-Cémac ont déjà permis de recueillir les contributions des Etats membres. Parlant des attentes, il a évoqué l'évaluation des réformes engagées depuis 2006, les questions de gouvernance, l'équité dans la mise en œuvre des principes de rotation des Etats aux postes de responsabilité, les financements de l'intégration,

la pertinence et l'efficacité des organismes communautaires.

« La conférence a salué l'engagement du président de la République de Guinée équatoriale en faveur de la pleine réussite des missions du Prafi-Cémac, l'a félicité pour la pertinence de son approche et l'a invité à accélérer le processus entamé, notamment la réalisation d'un audit global des institutions, organes et institutions spécialisés et agents d'exécution de la communauté dont le rapport lui sera présenté à l'occasion de sa prochaine session », a poursuivi le communiqué.

La conférence a, par ailleurs, suivi les rapports présentés par le président de la Commission de la Cémac, le gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) et le président de la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC). Dans son rapport, le président de la Commission, Baltasar Engonga Edjo'o, a présenté l'état d'exécution des mesures prises par les instances supérieures de la communauté, notamment l'évolution du processus de retour à Bangui des institutions ayant leur siège

en République centrafricaine et les décisions consécutives à l'audit externe mené en octobre 2023 au sein de la commission. Le gouverneur de la BEAC, Yvon Bangui Sana, a, quant à lui, présenté la situation économique monétaire et financière de la Cémac, les activités réalisées, l'état d'exécution des recommandations et orientations de la Conférence des chefs d'Etat ainsi que les initiatives prises pour renforcer la coopération avec les institutions internationales, régionales et sous régionales. Ainsi, la conférence a félicité le gouverneur pour les résultats encourageants obtenus par la BEAC et pour l'appui apporté à la BDEAC.

Les Etats membres invités à honorer leurs engagements

S'agissant de la réforme du cadre de coopération monétaire entre la Cémac et la France, la conférence a désigné le président en exercice entrant de la Cémac, Denis Sassou N'Gusso, pour conduire à son terme la réflexion entamée en liaison avec le gouverneur de la BEAC et le président de la commis-

sion. Concernant la BDEAC, la conférence a suivi la mise en œuvre de quatre grands chantiers sur la gouvernance engagés dans le cadre du Plan stratégique 2023-2027 ainsi que des mesures de redressement mises en œuvre par la direction de la banque. Prenant acte de cette présentation faite par le président de la BDEAC, Dieudonné Evou Mekou, la conférence a exhorté les Etats membres à honorer leurs engagements pour lui permettre de renforcer la performance de ses interventions. Elle a aussi réaffirmé son attachement au dispositif légal en vigueur; à savoir la taxe communautaire d'intégration et a exhorté les Etats membres à appliquer intégralement les mécanismes de liquidation et de recouvrement déjà approuvés par les instances décisionnaires de la communauté.

Quant aux questions de santé publique, la conférence a adopté la mesure portant institutionnalisation de la réunion annuelle des ministres de la Santé visant à renforcer la coordination des politiques de santé publique au sein de la communauté.

Parfait Wilfried Douniama

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA
LITTÉRATURE
CLASSIQUE
AFRICAINES, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL POUR VOS MANIFESTATIONS

- Présentation des ouvrages
- Conférences-débats
- Dédicaces
- Emissions Télévisées
- Ateliers de lecture et d'écriture

CÉMAC

La 17^e Conférence des chefs d'Etat se tiendra à Brazzaville

La décision a été prise le 10 septembre à Bangui au terme des travaux de la 16^e session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), qui ont vu la République centrafricaine passer le témoin à la République du Congo à la présidence tournante de cette institution communautaire.

Le sommet de Bangui a regroupé cinq des six chefs d'Etat de la sous-région, le Cameroun étant représenté par son ministre en charge des relations extérieures, Lejeune Mbel-la Mbella. Président dédié du Programme des réformes économiques et financières de la Cémac (PREF-Cémac), le chef de l'Etat congolais va désormais présider aux destinées d'une communauté qui aspire à une intégration régionale. Recevant les attributs de la Cémac des mains du président sortant de la Conférence des chefs d'Etat, Faustin Archange Touadera, Denis Sassou N'Guesso s'est félicité de la paix retrouvée à Bangui. C'est ainsi qu'il a remercié le président Touadera, le gouvernement et le peuple centrafricain, ami de longue date du peuple congolais.

« Nous sommes engagés en politique sur le thème du panafricanisme, de la libération de l'Afrique, de l'intégration régionale, du développement. Et donc, nous nous battons toujours sur ces positions-là et vous pouvez être assurés que le maillot que je tiens est

bien entre les bonnes mains d'un panafricain et qui en fera bon usage », a rassuré le nouveau président de la Conférence des chefs d'Etat de la Cémac.

Présidant la cérémonie de clôture, le président centrafricain, Faustin Archange Touadera, a rappelé que des mesures guidées à la fois par des exigences de rigueur, de solidarité et de pragmatisme ont été prises. « A la question de la situation financière de nos institutions communautaires, nous avons apporté des réponses de nature à mettre fin aux incertitudes récurrentes. Les dossiers soumis par la Commission ont également reçu l'onction appropriée et permettent d'affirmer si besoin en est que nos institutions fonctionnent en dépit des défis de tous ordres. Notre communauté est à la fois un socle et un outil vivant indispensable à l'intégration, hors de laquelle il paraît difficile d'envisager un développement conséquent de nos économies », a-t-il déclaré, rappelant que la Cemac est une terre



: Faustin Archange Touadera passant le témoin à Denis Sassou N'Guesso

d'opportunités qui peut aider le monde à renouer avec la croissance.

Selon lui, plus que jamais, le monde a besoin aujourd'hui d'une dynamique de croissance pour prendre à bras-le-corps les multiples défis à relever, notamment le chômage, le déficit budgétaire, la dette, la pauvreté, le changement climatique etc. Les pays de la Cémac ont, a-t-il soutenu, des ressources

minières et naturelles abondantes pour jouer un rôle vital dans la dynamique de croissance dont l'économie mondiale a besoin. « L'Afrique centrale est une zone stratégique en raison non seulement de son rôle historique pour les routes terrestres, aériennes et surtout maritimes, mais aussi de la production pétrolière, de l'élevage, de la pêche et de l'exploitation minière

et forestière qui en font une zone très convoitée. Ensemble et dans la solidarité communautaire, nous pouvons transformer les énormes potentialités de développement en réalité et surmonter les défis qui ralentissent la marche de notre communauté vers l'émergence », a conclu Faustin Archange Touadera.

Parfait Wilfried Douniama

ELECTION À L'UNESCO

Poursuite de la campagne par la délégation congolaise en Amérique latine

Après le Chili, Pierre Mabiala, ministre d'Etat, ministre des Affaires foncières, chargé des relations avec le Parlement, et sa délégation sont arrivés au Paraguay, en soutien de la candidature de Firmin Édouard Matoko à la direction de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).

Mercredi 10 septembre, à 11h00, heure locale, dans le cadre de la campagne électorale menée en faveur du candidat Firmin Édouard Matoko, la délégation congolaise conduite par le ministre d'Etat Pierre Mabiala a été reçue à Asunción par Ruben Ramirez Lezcano, ministre des Affaires étrangères au siège de son ministère.

C'est la deuxième étape d'une tournée diplomatique en Amérique latine avant de la poursuivre en Argentine. La délégation congolaise a été accueillie chaleureusement par les autorités paraguayennes au point de faciliter la tenue d'une rencontre dans un climat de grande cordialité. Ce qui, par la suite, a permis aux représentants des deux pays d'ex-



L'entretien de la délégation congolaise au Paraguay, septembre 2025DR

primer leur vif intérêt à renforcer les liens de coopération bilatérale entre le Paraguay et la République du Congo.

Abordant la candidature présentée par la République du Congo, le ministre Ruben Ramirez

Lezcano a salué la stature internationale du candidat Firmin Édouard Matoko dont il avait déjà connaissance du parcours remarquable et de ses engagements lors de ses multiples activités au sein de l'Unesco. Il a souligné que ses

compétences et sa vision pour « l'Unesco du futur » constituent des atouts majeurs pour assumer la haute responsabilité de la fonction de directeur général de l'Unesco.

Lors de cette audience, le ministre d'Etat Pierre Ma-

biala, en sa qualité d'émissaire du président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, a remis officiellement une lettre adressée à son homologue paraguayen Santiago Peña. Le ministre Ruben Ramirez Lezcano a assuré qu'il transmettra ce courrier avec diligence au chef de l'Etat paraguayen. Le ministre d'Etat, chef de la délégation congolaise, a chaleureusement remercié son homologue pour la qualité de son accueil fraternel. Il s'est dit confiant dans sa certitude que le Paraguay saura, le moment venu, reconnaître en Firmin Édouard Matoko l'étoffe d'une candidature solide, inclusive et porteuse d'un renouveau pour l'Unesco.

Marie Alfred Ngoma



TOUTE L'ACTUALITÉ DU BASSIN DU CONGO

▶ EN VIDÉO

☎ (+242) 06-929-4505

✉ info@adiac.tv

📍 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso
Brazzaville, République du Congo

www.adiac.tv



DIPLOMATIE

La RDC et le Kazakhstan définissent les domaines prioritaires de leur coopération

La première visite d'Etat du président de la République Démocratique du Congo (RDC), Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, au Kazakhstan a été marquée par une grandiose cérémonie organisée le mercredi 10 septembre au palais présidentiel d'Akorda au cœur de la ville d'Astana.

La séance de travail qu'ont eu les deux délégations en groupe restreint puis en délégation élargie, a permis de définir les domaines prioritaires de coopération entre la RDC et le Kazakhstan. Il s'agit des domaines des ressources naturelles et des chaînes de valeurs industrielles ; l'agriculture; les infrastructures; le transport et logistique ; l'énergie ; le climat ainsi que l'éducation. Dans son allocution de circonstance, le président Kassym- jomart Tokayev a indiqué que la RDC est « le partenaire important et fiable » de son pays en Afrique.

« Le Kazakhstan souhaite renforcer sa coopération avec la RDC dans divers domaines et il existe toutes les possibilités d'approfondir la coopération dans ces domaines », a dit le président Kazakh. « Nous par-



Le président Félix Tshisekedi et son homologue Kassym- jomart Tokayev

tageons des intentions politiques de haut niveau, nous disposons d'un vaste potentiel commercial et économique et

avons des objectifs et des buts culturels et humanitaires similaires » a-t-il poursuivi.

De son côté, le président Félix

Antoine Tshisekedi Tshilombo a fait part de sa satisfaction à l'issue des pourparlers avec la partie Kazakhe. Il a promis

de s'engager pour la matérialisation de ses engagements. Deux mémorandums d'entente (MOU) ont été signés entre les officiels des deux pays. Le premier porte sur les consultations politiques et diplomatiques. Le second est un accord de coopération dans les domaines des mines et de géologie.

En marge de cette visite d'Etat, le président du conseil d'administration de la Gecamines a signé un accord de collaboration avec l'entreprise Kazakhe Eurasian Resources Group (ERG) installée à Kolwezi en RDC. Signalons que par ailleurs, le Président Félix Tshisekedi a été décoré par son homologue Kazakh, de « la plus haute distinction civique » réservée aux chefs d'Etat étrangers.

Sylvain Andema

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

MOBILITÉ DES ARTISTES

Anzor Alem coincé en Tanzanie
faute de passeport

Arrivé à Dar-es-Salam, le 18 juillet 2025, dans l'idée d'en repartir le 13 août dernier, le jeune acteur et musicien s'y trouve encore bloqué à ce jour à cause de l'indisponibilité du document de voyage à l'ambassade de la République démocratique du Congo.

N'ayant pas obtenu dans le délai espéré son passeport biométrique, soumis à des urgences « combinant à la fois des prestations musicales et des opportunités liées au cinéma », Anzor Alem a pris le risque de voyager avec un laissez-passer tenant lieu de passeport délivré en bonne et due forme par la Direction générale de migration (DGM) à Kinshasa. Même s'il était au départ ravi d'avoir reçu des autorités, affirme-t-il, « un document exceptionnel qui m'a permis d'entrer sur le territoire tanzanien ». Il a cependant vite déchanté : « ce document ne me permet pas de voyager ailleurs ni de quitter légalement le pays. Résultat des courses : je suis aujourd'hui coincé, sans possibilité de continuer mes engagements artistiques à l'international ». Et, qui plus est, son visa devant expirer le 13 août a déjà été étendu une fois jusqu'au 12 septembre !

Ne sachant plus à quel saint se vouer après une attente qui n'en finit pas, Anzor Alem a confié son désarroi au Courrier de Kinshasa depuis Dar-es-Salam. « Si aucune solution rapide n'est trouvée, je risque de manquer certains engagements artistiques déjà programmés, notamment en Zambie, dans les semaines à venir. Mais au-delà de ma carrière, c'est l'image même de la gestion consulaire de notre pays qui est en jeu », a-t-il soutenu, la mort dans l'âme. Dès lors, « partager ce témoignage personnel », nous a-t-il dit, part d'un désir légitime de signaler « une situation urgente touchant de nombreux citoyens congolais à l'étranger ». D'avis que celle-ci « révèle les limites du système consulaire congolais ».

Une sorte de vide administratif
Du reste, a noté le chanteur, en ce qui concerne l'octroi des passeports biométriques, une pro-

messe ferme avait été faite d'installer « des points de capture des données biométriques dans plusieurs villes à l'étranger, notamment Nairobi, Pretoria, Windhoek et Lusaka ». Mais l'artiste note à son plus grand regret que : « À Dar es Salam, où je me trouve, rien n'a encore été mis en place, malgré les annonces officielles du ministère des Affaires étrangères ». Son cas, explique-t-il, ne serait donc pas isolé : « Comme moi, beaucoup de compatriotes en Tanzanie – étudiants, travailleurs, familles – vivent la même frustration. Nous vivons tous dans une sorte de vide administratif : les anciens passeports ont été suspendus, les nouveaux ne sont pas encore disponibles, et aucune solution de transition n'a été prévue ». Et, ce n'est pas faute de n'avoir rien tenté, au contraire : « Je tiens à préciser que mes démarches auprès de l'ambassade de la RDC à Dar



es Salaam n'ont, pour l'instant, abouti à rien. Aucune réponse claire ne m'a été donnée, malgré mes demandes répétées pour obtenir un rendez-vous de capture des données biométriques ». Sa malencontreuse expérience n'étant pas un cas isolé, Anzor estime désormais que celle-ci « soulève une question beaucoup plus large », à savoir : « Comment nos institutions accompagnent-elles leurs ressortissants à l'étranger, surtout en période de réforme ? ». Etant donné que, de nombreux Congolais voyagent pour des raisons

soit d'études, soit professionnelles, lesquelles peuvent être d'ordre artistique. Aussi, soutient-il, qu'en ce qui concerne les artistes particulièrement, il est clair que cette inaccessibilité ou indisponibilité « de documents fiables constitue une sérieuse entrave à leur mobilité et à leurs projets ». Aussi, conclut-il, gardant l'espoir que la situation ne saurait s'éterniser davantage : « Je partage ce témoignage pour sensibiliser, mais aussi espérant que cette situation soit rapidement prise en charge par les autorités compétentes ».

Nioni Masela



AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS AMI N°007/MEPIR/PROCLIMAT/UGP-SPM
RECRUTEMENT D'UN CABINET D'ETUDE POUR UNE ENQUETE DE SATISFACTION DE LA COMPOSANTE 6 « REPONDRE AUX BESOINS IMMEDIAT EN MATIERE DE SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNEL » DU PROCLIMAR EXECUTE PAR LE PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL (PAM) SOUS LE CONTRAT N°CG-PROCLIMAT-024-C-ED-24

1.Contexte

Le Gouvernement du Congo a obtenu de la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement (BIRD) un Prêt d'un montant de 70 millions USD et un Don d'un montant de 12 millions USD avec le Partenariat Mondial pour les Paysages Durables et Résiliants (PROGREEN), soit un total de 82 millions USD, pour la mise en œuvre du Projet de création des activités économiques inclusives et résilientes au changement climatique (ProClimat Congo-P177786). Le ProClimat a aussi bénéficié d'un financement additionnel de 50 millions USD de la part de l'IDA. La durée du Projet est de cinq (5) ans. Une partie de ces fonds seront utilisée pour effectuer les paiements des services relatifs au recrutement d'un cabinet d'études pour une enquête de satisfaction de la composante 6.

2.Objectif de la mission

L'objectif de cette consultation est d'évaluer de manière exhaustive et désagrégée la perception et le niveau de satisfaction des bénéficiaires et des parties prenantes de la Composante

6 du ProClimat (« Répondre aux besoins immédiats en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle »), et de s'assurer de la conformité vis-à-vis du Cadre Environnemental et Social (CES) de la Banque mondiale, le niveau mise en œuvre par le PAM, afin d'orienter d'éventuels ajustements stratégiques et opérationnels, et de fournir aux autorités publiques et bailleurs des éléments probants pour la prise de décision.

3.Profil du Consultant

Cette mission doit être exécutée par un cabinet qui remplit les critères suivants :
-Être formellement enregistré et reconnu comme cabinet d'étude par les services compétents ;
-Justifier d'au moins 5 années d'expérience dans la conduite d'enquêtes qualitatives et quantitatives en contexte humanitaire ou de développement ;
-Avoir déjà réalisée au moins 2 enquêtes de perception ou sociologique appliquée en contexte rural / humanitaire sur le territoire national ;
-Avoir une expérience avec les procé-

dures des partenaires technique et financiers (Banque mondiale, USAID, BAD, Fond mondial, etc.) ;
-Une expérience avérée en collecte éthique auprès de populations vulnérables et autochtones sera exigée.
-Avoir une expérience sur les approches participatives et des techniques de recherche qualitative.

4.Durée de la mission

La durée de réalisation de cette mission est de 60 jours calendaire.

5.Processus de sélection

Le cabinet (firme) sera choisie suivant la méthode fondée sur la qualification du Consultant (SQC), décrite dans le règlement de passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement des projets d'investissement (FPI) de la Banque mondiale, version de février 2025.

Les Cabinets d'études intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations et prendre connaissance des Termes de Référence (TDRs) de l'activité à l'adresse mentionnée ci-dessous, aux heures d'ouverture de

bureaux suivantes : du lundi au vendredi de 9h00 à 16h00.
Projet de création des activités économiques inclusives et résilientes au changement climatique (ProClimat), Sis sur l'Impasse du Croisement Groupe Scolaire REMO et Avenue Maréchal LYAUTEY, Résidence Ex Air Afrique, Centre-Ville, Brazzaville, Congo.
Email : proclimatcongo@gmail.com en copie à proclimatmarches@gmail.com, Tél: Tél. + 242 : 06 696 16 10/06 498 97 25

6.Dépôt des candidatures

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse e-mail suivante : proclimatcongo@gmail.com en copie à proclimatmarches@gmail.com, au plus tard le 26 septembre 2025 à 14 heures 00. Veuillez préciser en objet le titre de l'AMI. Les dossiers remis en retard ne seront pas acceptés.

Fait à Brazzaville, le 11 septembre 2025

Le Coordonnateur

Mexans Sosthène MAYOUKOU

COUP DE CRAYON

Barly Baruti et Kash Thembo dédicacent au Memling

Les deux grandes figures de la bande dessinée congolaise offrent l'occasion aux Kinois de se procurer des exemplaires de leurs albums respectifs avec signature, message et dessin, ce 14 septembre, au bord de la piscine extérieure de l'hôtel cinq étoiles situé en plein centre-ville de Kinshasa.

La séance de dédicaces est organisée un dimanche pour une bonne raison : permettre aux bédéphiles de venir en famille ou entre amis pour rencontrer et échanger avec Barly et Kash dans un cadre convivial. Les auteurs entendent y signer la bande dessinée de votre choix. Ce sera entre notamment la nouvelle édition de la mythique « La voiture c'est l'aventure » de Barly, « Fin de course », « Le singe jaune » et « Chaos debout à Kinshasa ». Ce moment de partage est également une occasion d'en savoir plus sur votre ou vos bandes dessinées préférées.

En plus de leur temps, c'est aussi leur talent que les deux bédéistes mettront au service des amateurs de la bande dessinée, une vraie aubaine ! En effet, Barly ou Kash, selon que vous aurez acheté l'album

de l'un ou l'autre y inscrira une dédicace personnalisée, souvent, c'est quasi tout le temps en ce qui les concerne, ils l'accompagnent d'un dessin. Comme ils l'ont fait le 30 août dernier au Royal garden. C'est donc une belle récidive qu'ils s'appêtent à faire ce 14 septembre.

C'est appréciable de voir le temps et l'énergie que les bédéistes mettent à dédicacer leurs albums. Ce, à l'instar de la précédente rencontre citée ci-haut où la petite Samuella Buhendwa, âgée de cinq ans et à peine haute comme trois pommes, a exigé de Barly des pieds en plus de la tête d'éléphant qu'il croquait à chaque dédicace de « La voiture c'est l'aventure ». Demande à laquelle il a consenti sur le champ.

De son côté, Kash, également dessinateur de presse

de longue date, a toujours coutume de réaliser un dessin original, généralement inspiré, a-t-il confié au Courrier de Kinshasa par son ressenti après échange avec le lecteur. Cependant, il n'est pas toujours évident que ce dernier prenne conscience que la dédicace exige un réel effort et du temps de l'auteur.

Par ailleurs, Kash que plusieurs connaissent bien mieux comme caricaturiste grâce à ses dessins paraissant au quotidien dans le média en ligne actualité.cd a annoncé son intention de se mettre à disposition des lecteurs. En effet, pour cette fois en lieu et place de commenter l'actualité de manière humoristique et satirique comme il le fait d'ordinaire, il va procéder à des caricatures à la demande. Cela n'arrive pas tous les jours !

Nioni Masela



MUSIQUE

Report du concert de Mbilia Bel

Dans une interview accordée sur son lit d'hôpital, le mercredi 10 septembre 2025, au chroniqueur Mike Lokamba, le producteur Jules N'Sana promet d'annoncer sous peu la reprogrammation du show qu'elle s'appêtait à livrer à Bruxelles le 20 septembre.

Alité, pansement sur la tête et bandage à la jambe gauche à partir du mollet, Jules N'Sana, a raconté comment s'est produit l'accident intervenu sur l'avenue Poids lourd. Reçus dans un premier temps au CMK, les accidentés se sont ensuite rendus au Centre Hospitalier Universitaire de la Renaissance (CHUR), ex- Maman Yemo.

Interviewé sur son lit d'hôpital, le producteur de Mbilia Bel a souligné que le drame s'est produit suite à un frein brusque du conducteur cherchant à éviter de justesse un couple sorti de nulle part qu'il a failli percuter atterrissant dans un caniveau. Il s'en est sorti avec une blessure à la tête, un choc à la jambe gauche d'où son bandage. Quant à Mbilia Bel, que l'on a vue également couchée, apparemment endormie, elle souffre d'une contusion à l'une de ses jambes. Pour ce faire, il lui a été exigé du repos. Ce, même après sa sortie d'hôpital qui serait imminente. Elle est tenue d'y revenir deux semaines plus tard pour un



Mbilia Bel/DR

contrôle.

Désormais en observation au CHUR, selon l'avis du médecin, Mbilia Bel n'est pas en état de livrer un concert. Notons que la chanteuse à la voix sensuelle et langoureuse est aussi bonne danseuse, ce sont là ses deux atouts majeurs. N'étant pas en mesure de danser suite à l'accident, elle ne saurait offrir une prestation normale à l'attente de ses nombreux fans.

De ce fait, Jules N'Sana a évoqué une reprogrammation du concert initialement prévu pour la semaine prochaine, le 20 septembre à la Madeleine, à Bruxelles. Il a promis de fixer l'opinion sur la prochaine date à l'occasion d'une conférence de presse prévue à leur sortie d'hôpital. Pour l'heure, la priorité est la remise en forme de la Cléopâtre, a souligné son producteur. Ainsi, le nouveau programme du concert, le lieu et la date ne sont plus à l'ordre du jour. Quoiqu'il en soit, le public sera informé en temps opportun des nouvelles dispositions.

N.M.

SUD-KIVU

Olpa indigné par les brutalités contre les journalistes à Uvira

L'organisation a exhorté les autorités compétentes à diligenter une enquête afin d'identifier les auteurs de cet acte et les sanctionner conformément à la loi.

L'organisation indépendante de défense et de promotion de la liberté de la presse, l'Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (Olpa), a exprimé son indignation après les brutalités subies par André Alimasi, Cléophas Kyembwe et Hussein Djumaine respectivement journalistes à Lumière Média TV et à la radio télévision Lukula, médias basés à Uvira, à 120 km de Bukavu, chef-lieu de la province du Sud-Kivu. Pour cette organisation, qui a condamné avec la plus grande fermeté cette attaque ciblant des journalistes en plein exercice de leur métier, cet acte consti-

tue une atteinte à la liberté de la presse garantie par les instruments juridiques nationaux et internationaux relatifs aux droits de l'homme. LONG en appelle aux autorités compétentes pour diligenter une enquête afin d'identifier les auteurs de cet acte et de les sanctionner conformément à la loi. Ces professionnels des médias, a indiqué l'Olpa, ont été brutalisés, le 8 septembre 2025, par les éléments des Forces armées de la République démocratique du Congo (Fardc), devant le siège de la mairie d'Uvira au quartier Namyanda, alors qu'ils effectuaient un reportage sur



le rassemblement organisé par les acteurs locaux de la société civile et des miliciens communément appelés « Wazalendo », s'opposant à la nomination du général Olivier Gasita au poste de commandant des opérations et du renseignement de la 33^e région militaire des Fardc. LONG a, par ailleurs, précisé

que les protestataires accusaient l'officier militaire de connivence avec les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) lors de la chute de la capitale provinciale Bukavu. « Les journalistes ont été pris à partie par des militaires qui ont gravement endommagé leur matériel de travail (caméra, micro-cravate,

dictaphone et trépied), les reprochant d'avoir filmé des soldats tirant à balles réelles sur des protestataires », a fait savoir l'Olpa dans son communiqué du 10 septembre, avant d'indiquer que Cléophas Kyembwe, blessé au bras, a été admis d'urgence au centre de santé de Mulongwe.

Lucien Dianzenza

NÉCROLOGIE

Antoine Mampassi Suisse a le profound regret d'informer les parents, amis et connaissances du décès de Léopold Serge MOUNGALI Riper, colonel d'aviation (pilote) à la retraite, survenu le 2 septembre 2025 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n°27 de la rue Léonard Ngambio au quartier La Base (arrêt forage). La date de l'inhumation sera communiqué ultérieurement.



PROGRAMME DES OBSÈQUES DU DÉFUNT EDDY CHÉRUBIN MANGONDO

Date : vendredi 12 septembre 2025
9h30: levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville
10h30: départ pour le domicile familial, 4 rue Illonga, Manianga (Secteur honorable Claudia Sassou N'Guessou), Talangai
11h00: recueillement et danse traditionnelle
14h 00: départ pour le cimetière privé La Grâce de Lifoula
16h00: retour du cimetière et fin de la cérémonie



Les familles Nkou Ganzo et Ndazi ; Mrs Mathias Dzon et Henri Gankama ; les enfants et petits-fils : Mombouli, Adampot, Onouabou, Ndé- Noh-Dzi, Voua, Gankama, Bitséné et Ganziri.
Mrs Mathias Dzon, Henri Gankama, Jean Vivien Mombouli, d'une part, le clan Tchignoundou du kouilou.
Les enfants et petits-fils Juliette Loumingou, Marie Mpassi, Jacques Taty Kougnia et Bernadette Mbouma.
Le révérend Bonaventure D'Almeida ; Mrs Kwassi Tagbor, Patrick Corentin Yombi, Dieu-donné Blaise Paka et Mme Sarah Nagoti Tagbor d'autre part, ont le profond regret d'annoncer aux parents amis et connaissances le décès de leur fils, frère, neveu, père et grand-père Son Excellence Serge Mombouli, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Congo auprès des États-Unis d'Amérique du Mexique et du Brésil, doyen du corps diplomatique africain auprès des États-Unis D'Amérique, survenu le vendredi 5 septembre à Washington aux États-Unis d'Amérique.
A Brazzaville la veillée mortuaire est organisée au centre-ville à proximité de l'ancien club dancing «Le diplomate», première impasse à droite de l'avenue Nelson Mamdela, juste derrière la société Dandres.
La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.



	7	3	4				5	
								1
	8	1	5					
		9		4			6	
4		5				8		3
	1			2		7		
					6	9	1	
8								
	9				3	5	2	

Denis Sassou N'Guesso : « la Chine est une puissance incontournable pour la paix dans le monde »

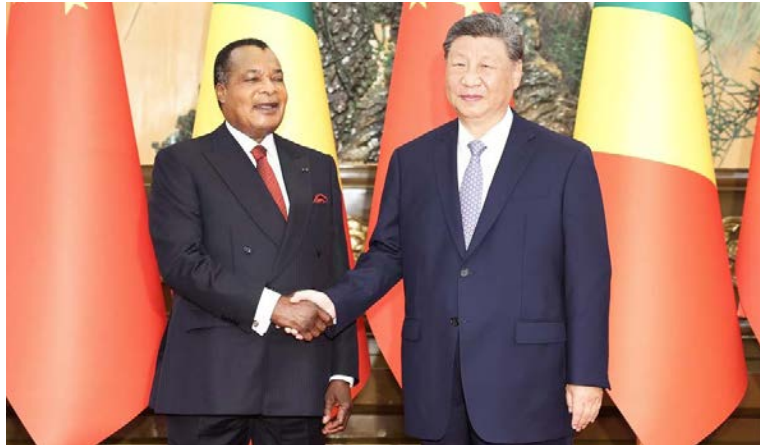
Le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, a déclaré, dans une interview accordée à Xinhua, peu avant son voyage à Beijing pour assister aux commémorations chinoises de la Journée de la Victoire, que la Chine avait payé un lourd tribut pour vaincre le fascisme et était devenue une puissance incontournable pour la paix dans le monde.

« Imaginons un seul instant que le fascisme et le nazisme aient pu gagner cette guerre. Que serait devenue l'humanité ? Il a fallu une mobilisation mondiale et la participation de tous les peuples épris de paix et de justice, en l'occurrence la contribution du peuple chinois », a-t-il déclaré, ajoutant que l'Afrique avait aussi connu des centaines de milliers de pertes de vie. Il a, par ailleurs, rappelé que « ses vaillants fils (...) ont traversé le grand désert du Sahara et la Méditerranée pour se joindre, sur le sol européen, aux forces alliées, pour participer à la libération du monde ». Le président congolais a estimé que sa prochaine visite en Chine constituait non seulement une occasion de mieux comprendre les avancées technologiques de la Chine, notamment dans le domaine militaire, mais aussi une opportunité de consolider l'amitié

sino-congolaise, de renforcer la coopération bilatérale et d'échanger avec les dirigeants chinois sur des préoccupations internationales communes.

Abordant la situation mondiale, le chef de l'Etat Denis Sassou N'Guesso a souligné que les tensions géopolitiques et la montée de l'extrémisme rendaient le multilatéralisme plus important que jamais. « Il nous faut unir nos efforts dans le cadre d'une démarche qui ne laisse aucun Etat, aucun peuple sur le bord de la route, tout ceci pour un Sud de plus en plus global qui prône l'avènement d'un nouvel ordre international plus juste, plus solidaire, plus prospère », a-t-il affirmé.

Rappelant que la République populaire de Chine avait été proclamée le 1er octobre 1949, mais reconnue par l'ONU seulement le 25 octobre 1971, il a indiqué que



La rencontre entre les présidents Xi Jinping et Denis Sassou N'Guesso à Beijing/DR

le Congo avait voté en faveur de l'admission de la Chine à l'ONU. « Aujourd'hui, la Chine est incontournable dans le concert des nations », a souligné le chef de l'Etat. Il a ajouté que la coopération entre le Congo et la Chine avait eu des résultats remarquables et possédait de vastes perspectives. « La grande participation de

la République populaire de Chine à nos efforts de développement, tant du point de vue de la formation des ressources humaines que des appuis techniques et financiers, a insufflé une forte impulsion et accéléré la mise en œuvre des actions et programmes dédiés à la transformation et la modernisation de notre pays », a-t-il précisé.

Le chef d'Etat congolais a, par ailleurs, salué les consensus obtenus lors du Sommet à Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine. Il a souligné que l'Initiative la Ceinture et la Route ainsi que les « dix actions de partenariat » étaient bénéfiques pour les populations africaines et illustraient le caractère pragmatique de la coopération sino-africaine. « La co-présidence congolaise du Forum sur la coopération sino-africaine ouvre une ère nouvelle, assumée avec la République populaire de Chine et d'autres pays du Sud global, pour bâtir un monde multipolaire à l'abri de l'unilatéralisme et du protectionnisme, porté par une mondialisation inclusive, mutuellement bénéfique », a conclu le président congolais.

Propos recueillis par Xinhua
Guy-Gervais Kitina

145° ANNIVERSAIRE DU TRAITÉ BRAZZA-MAKOKO

Un colloque international sur la route de l'histoire

Le colloque international sur la « route de l'histoire » consacré au 145° anniversaire de la signature « De Brazza-Makoko », du 10 septembre 1880, s'est tenu dans l'auditorium Denis-Sassou-N'Guesso, du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, en présence du directeur de cabinet de la ministre de l'Industrie culturelle, artistique, touristique et des Loisirs, Lis-Pascal Moussodji Nziengui, de la présidente du comité d'honneur de ce colloque, Bélin da Ayessa, et de sa coordonnatrice Eugénie Opou Mouayini.

Le colloque international consacré sur la signature du Traité Brazza-Makoko, du 10 septembre 1880, avait pour objectif de porter un regard discursif, dans une approche interdisciplinaire et transdisciplinaire, sur les fondements anciens et le devenir contemporain des chefferies et royaumes africains, dans un contexte mondial marqué par de profondes mutations sociales, politiques et culturelles. Il a réuni des sommités nationales et celles venues des quatre coins du monde, dont l'expertise est avérée et l'autorité respectée. Dans son allocution, l'administrateur maire de l'arrondissement 2 Bacongo, Bernard Batantou, représentant le président du Conseil départemental et municipal, député maire de la ville de Brazzaville, Dieu-donné Bantsimba, a souhaité la bienvenue et un agréable séjour dans la capitale congolaise aux délégations venues de l'étranger, avant d'exprimer le vœu de voir ce colloque, qu'il a qualifié de moment de réconciliation avec le passé, déboucher sur des résolutions et des conclusions fécondes.

Pour sa part, la coordonnatrice du colloque, Eugénie Opou Mouayini, est revenue sur la date du 10 septembre 1880 qui a marqué un moment crucial pour l'Afrique subsaharienne avec la signature du Traité de protectorat Makoko- De Brazza ; un accord qui redéfinit les relations entre l'Afrique en général, le Congo en particulier et la France, jetant

les bases d'un héritage historique et culturel complexe. « Ce traité, signé entre le roi Makoko Iloo 1er et l'explorateur franco-italien Pietro Savorgnan de Brazza, a été souvent débattu pour ses implications coloniales. Je puis affirmer sans risque de me tromper que pour tous les hôtes qui ont marqué ces instants à l'encre indélébile, célébrer cette date signifie reconnaître les racines communes et transformer la mémoire en un instrument de la cohésion sociale car cet événement nous confère le pouvoir de briser les tabous et les préjugés », a-t-elle indiqué. Avant d'ajouter que cet événement donne l'occasion de jeter des ponts entre les communautés diverses et variées et les afro-descendants, en impliquant les hautes fonctions royales des représentants institutionnels et des universitaires internationaux.

Le colloque conduit les participants aux carrefours de plusieurs savoirs

La présidente du comité d'honneur de ce colloque, également directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Bélin da Ayessa, a souligné que les prescriptions de l'écriture de l'histoire inculquent de donner à l'opération historiographique les outils de son élaboration et les modes d'existence du passé. « Elle fait du passé, en l'occurrence de notre passé, un lieu d'intelligence et d'intelligibi-



La présidente du comité d'honneur du colloque, la représentante de l'Unesco au milieu et le directeur de cabinet de la ministre de l'Industrie culturelle, artistique, touristique et des Loisirs/DR

lité de notre mémoire collective », a-t-elle dit. La tenue de ce colloque international constitue non seulement l'occasion d'une relecture du passé mais surtout la circonstance de réappropriation d'un moment, le 10 septembre 1880. « Voici 145 ans que s'est inscrite sur la route de l'histoire la mémoire d'une rencontre, celle de Pierre Savorgnan-de-Brazza et le Makoko Boulagnaon Iloo 1er. Depuis, l'histoire de notre pays n'a cessé d'être le chemin de vie des hommes qui le portent vers de grandes ambitions. Elle est aussi devenue le lien d'une quête épistémologique de sens et de signification dont la particularité est la dissémination paradigmatique en interdisciplinarité. Le colloque de ce jour est donc l'occasion d'aiguiser des regards croisés autour de l'objet thème : Sur la route de l'histoire »,

a déclaré Bélin da Ayessa.

Le directeur de cabinet de la ministre de l'Industrie culturelle, artistique, touristique et des Loisirs, Lis-Pascal Moussodji Nziengui, représentant la ministre, a salué l'organisation de ce colloque, véritable trait d'union entre le passé, le présent et l'avenir, et a invité les conférenciers à revisiter l'histoire des chefferies et royaumes, pas pour s'enfermer dans le passé, dans une autarcie mémorielle, mais pour bâtir l'avenir. Lis-Pascal Moussodji Nziengui a précisé que les objectifs de ce colloque épousent la vision de promouvoir la recherche en histoire, en anthropologie, conformément à la vision du président de la République, chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, qui fait de la recherche scientifique son cheval de bataille. Après ces allocutions, les participants ont suivi la leçon inaugu-

rale de ce colloque, présentée par Erickson Opou, sur le thème « Sur la route de l'histoire, mémoire d'un peuple ». L'orateur a centré sa conférence inaugurale sur une question essentielle : Comment la reconstitution du passé peut-elle contribuer à forger l'identité d'un peuple ? Pour lui, le retour sur le passé favorise la naissance d'une conscience groupale et s'ouvre à une inter-subjectivité constructive. Toutefois, revenir sur son passé ne signifie en rien une autarcie culturelle ou un repli identitaire, mais un moyen d'engager un dialogue constructif avec soi-même et avec l'autre. Pour terminer, il a indiqué que revisiter son histoire et se réconcilier avec son passé, c'est revendiquer son droit d'identité et la dignité. Notons que la cérémonie d'ouverture a été agrémentée par plusieurs groupes tradi-modernes.

Bruno Zéphirin Okokana